

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Express

UPG: LES "MAMBOUNDOÏSTES" S'INSURGENT CONTRE L'INACTION DU GOUVERNEMENT



Photo: DR

LES Mamboundouïstes étaient réunis samedi dernier, dans le cadre de leurs activités politiques ordinaires. Constant Titus Koumba et son groupe ont d'abord observé une minute de silence à la mémoire des compatriotes morts le 21 octobre dernier au PK 8 à la suite d'un glissement de terrain. Ils demandent au gouvernement, via le ministre en charge des Affaires sociales, d'être plus regardant et prévoyant aux situations de précarité de nombreux compatriotes. Ils ont ensuite condamné "l'inaction du gouvernement", déjà dénoncée par le chef l'État, Ali Bongo Ondimba, dans son message à la nation le 16 août dernier. Pour les Mamboundouïstes, cette dénonciation du chef de l'Exécutif est la preuve que les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas été à la hauteur de sa vision républicaine. Aussi le prient-ils, faute d'une "gouvernance de qualité", d'être plus ferme envers le gouvernement et d'"imprimer un leadership nouveau" afin de lutter efficacement contre la dégradation du tissu économique et social.

PRÉSIDENTIELLE 2023 : MIKE JOCKTANE CHANTRE DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ



Photo: DR/L'Union

LE président du parti "Gabon Nouveau", Mike Jocktane, candidat autopromulé à la prochaine présidentielle, vient de livrer – dans les colonnes de nos confrères de l'hebdomadaire La Loupe – un pan de son programme. Le pasteur-politicien ambitionne de "proposer une stratégie économique de transformation et d'accélération inédite qui tienne compte aussi bien des réalités locales que des contraintes imposées par les différents bailleurs de fonds". Un plan de relance économique qui, selon son concepteur, repose sur "le lancement d'un programme de grands travaux notamment par la réhabilitation et la construction d'infrastructures routières, ferroviaires, fluviale et maritime, etc.". Le natif de Lambaréné voit grand. "(...) J'ai pour ambition d'éradiquer l'extrême pauvreté et réinstaurer un équilibre social fondé sur une politique de bonne gouvernance". Point besoin de préciser qu'il s'agit de promesses électorales.

CGK & YFI

Législatives partielles/ Mimongo: vers un recours en annulation du PSD?

LE président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, n'a pas écarté cette éventualité mercredi face à la presse.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

L'inaccessibilité, pour mauvais état du réseau routier de certaines localités dans le département de l'Ogoulou (Mimongo), notamment dans le Haut-Bikobi, n'ayant pas permis au bureau local du Centre gabonais des élections (CGE) de s'y rendre pour s'imprégner du déroulement du scrutin, l'usage d'un véhicule administratif par un cadre du Parti démocratique gabonais (PDG) pendant la campagne aux côtés du candidat du parti au pouvoir, et le transport des urnes par un véhicule conduit par le suppléant du candidat du PDG en direction du Haut-Bikobi. Autant d'éléments qui, selon le président du Parti social démocrate (PSD) Pierre-Claver Maganga Moussavou, justifient un éventuel recours en annulation des élections législatives partielles dans le département de l'Ogoulou, dans la province de la Ngounié.

Même s'il ne se fait pas d'illusion sur l'issue de ce recours. "Il s'agit là des éléments dont nous disposons, toutes les preuves qui ont d'ailleurs été consignées dans un rapport par nos représentants au bureau du CGE. Nous envisageons avec les autres candidats déclarés non élus d'introduire un recours auprès de la Cour constitutionnelle pour annuler le vote dans le département de l'Ogoulou", a déclaré le leader du PSD lors son traditionnel rendez-vous avec la presse (forum de la presse) qui a eu lieu mercredi à son siège de l'ancienne Sobraga. Dans son propos, l'ancien vice-président de la République a nourri un petit espoir quant aux échéances à venir, notamment l'élection présidentielle. Au regard de l'accueil chaleureux "qui m'a été réservé partout où je suis passé pour soutenir les



Photo: Jocelyn Abila

Maganga Moussavou échangeant avec les journalistes lors du Forum de la presse.

candidats du PSD, notamment dans le département de la Zadié", a-t-il affirmé. Non sans pointer un doigt accusateur sur le pouvoir en place qui, selon lui, "a

abandonné les populations de ces localités dans des conditions extrêmement difficiles, dans la précarité". À en juger avant tout par le mauvais état de la route.

Distraction?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Au cours de son dernier rendez-vous avec la presse, Pierre-Claver Maganga Moussavou, président du Parti social démocrate (PSD) a, pour ainsi dire, dressé le bilan de la participation de son écurie (lire ci-dessus) aux récentes élections législatives partielles, particulièrement dans le département de l'Ogoulou (Mimongo). Le "bouvier de Moutassou" a relevé à juste titre un certain nombre d'irrégularités tendant à entacher la fiabilité du scrutin. Des irrégularités suscitant le dépôt en bonne et due forme d'un recours. Toutefois, l'ancien vice-président de la République dit ne pas attendre grand-chose du recours en gestation. Convaincu que cette initiative, selon lui, est vouée d'avance à l'échec, pourquoi l'ancien édile de Mouila compte-t-il donc déposer ledit recours? À y regarder de très près, il s'agit d'une énième distraction politique. La tête de file du PSD a pourtant bel et bien conscience que sa tentative, sans

être péremptoire, n'aboutira à rien de concret.

D'autant que l'actuel débat politique porte sur le renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE) dont le mandat est forclos depuis la levée des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19. Cela est si vrai qu'une frange de l'opposition a réussi à obtenir de la Cour constitutionnelle qu'elle instruisse le gouvernement de procéder à l'organisation du vote devant aboutir au renouvellement du CGE dès la fin des Législatives partielles du 15 octobre dernier. Au lieu de s'appesantir sur les résultats provisoires d'une élection législative partielle sans enjeu, Maganga Moussavou gagnerait à préparer les prochaines échéances électorales. Ne dit-on pas que qui veut aller loin ménage sa monture? Dans le même registre, le PSD se doit de tirer les leçons de son échec au dernier scrutin et d'ores et déjà préparer les élections générales à venir dont le point d'orgue sera la présidentielle. Et s'organiser pour regagner le terrain perdu.